



Déclaration CGT lors de la venue de M. Amghar le 06/12/2017

Nous tenons tout d'abord à réaffirmer notre soutien à notre collègue inspecteur Philippe Pascal qui n'est nullement responsable des faits qui lui sont reprochés dans l'affaire l'opposant à M. Mariani et déplorons le peu d'implication de la caisse nationale pour défendre un salarié de la branche.

Le syndicat CGT de l'URSSAF Bretagne a souhaité vous rencontrer à l'occasion de votre venue en Bretagne afin d'attirer votre attention sur le ressenti et le vécu des salariés au quotidien. Il y a 2 ans lors de la venue de votre prédécesseur, M. Rey, nous lui avons rappelé que les salariés payaient très cher la gestion par les chiffres imposée par la tutelle et la caisse nationale.

Aujourd'hui nous constatons que rien n'a changé : le personnel reste à travers les suppressions de postes, la principale variable d'ajustement.

A cela s'ajoutent des réorganisations réalisées à un rythme effréné dans le réseau (mutualisations, fusions, régionalisations), mais aussi en interne comme le projet « Ambition 2018 » en Bretagne, des contraintes budgétaires toujours plus importantes et un système informatique qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Cela engendre une épuisante nécessité de s'adapter en permanence, des mobilités fonctionnelles imposées, des craintes pour le futur, un appauvrissement des métiers. Bref, depuis plusieurs COG, les salariés connaissent une incessante dégradation de leurs conditions de travail et un accroissement de leur mal être, symptômes déjà relatés par le rapport Syndex commandé pour analyser les conséquences de la régionalisation à l'URSSAF Bretagne.

Notre syndicat refuse de voir cette situation perdurer : des collègues sont stressés, d'autres viennent travailler « avec la boule au ventre ». On en voit même pleurer dans leur bureau.

Et ce n'est pas en obligeant les URSSAF à se positionner et à candidater sur des missions nationales que cela va s'arranger : il s'agit là tout simplement d'une mise en concurrence des organismes entre eux, avec moins de personnel et une obligation d'accroître la productivité ! Se positionner sur des missions nationales n'arrêtera pas les suppressions de postes. La prochaine COG qui s'inscrit toujours dans une politique de réduction des coûts, nous laisse le choix entre :

- Plus d'activités avec des suppressions de postes
- Ou moins d'activités avec encore plus de suppressions de postes

Pour notre syndicat, la politique du « moins pire » n'est pas acceptable !

Pour la CGT, Ambitions 2018 cela devrait plutôt être :

- L'arrêt des suppressions de postes qui entraîne des choix aberrants comme la suppression des accueils,
- L'embauche de personnel CDI afin de pouvoir rendre un service public de qualité et de proximité,
- L'augmentation des salaires et la revalorisation de la valeur du point à 10 €,
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure qualité de service rendu au cotisant
- La nécessité d'acter dans un protocole la primauté de la Convention Collective Nationale et ainsi affirmer qu'en aucun cas un accord local ne pourra être en deçà des dispositions conventionnelles
- L'arrêt des réorganisations permanentes anxiogènes et génératrices de risques psycho sociaux pour le personnel.